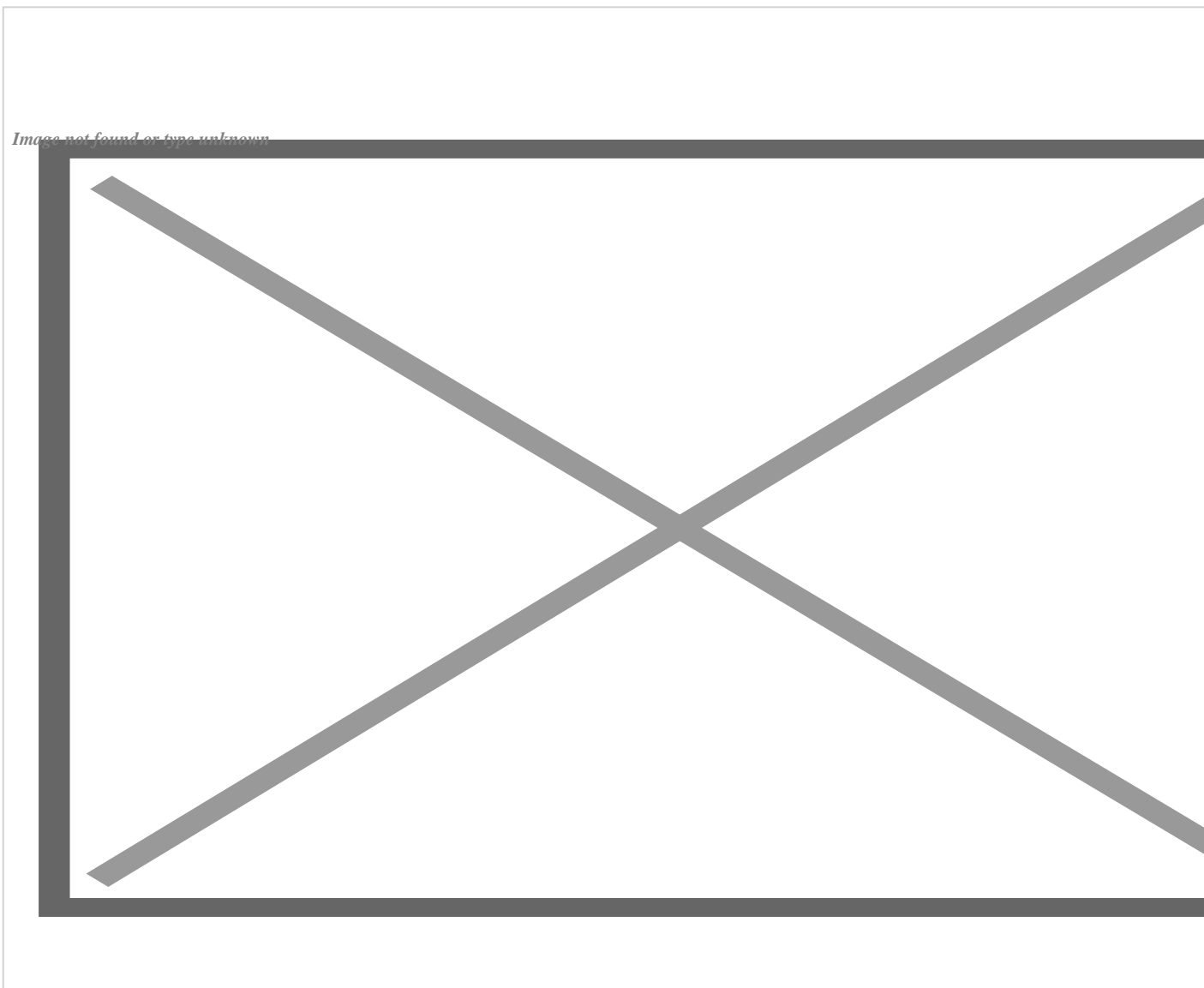


La droite et ses actions déstabilisatrices en Amérique latine



Par María Josefina Arce

La droite est à l'affût en Amérique latine. Ses récents échecs dans les urnes, qui ont porté au pouvoir des gouvernements progressistes, ont porté un coup sévère à ses aspirations. Elle a donc mis en branle sa machinerie de coup d'État et intensifié ses attaques idéologiques par le biais des réseaux sociaux et des médias grand public.

C'est le cas récent du Brésil, qui a connu des heures d'incertitude et de violence dimanche. Par une tentative de coup d'État, des éléments d'extrême droite, partisans de l'ancien président Jair Bolsonaro, ont cherché à inverser les résultats des élections générales d'octobre dernier, qui ont vu la victoire de Luiz Inacio Lula Da Silva, entré en fonction le 1er janvier.

Mais le Brésil n'est pas le seul exemple; il y a malheureusement le Pérou et la Bolivie, où la situation est très tendue. En Bolivie, la droite n'a cessé de mener des actions de déstabilisation contre le gouvernement présidé par Luis Arce, vainqueur incontesté des élections générales de 2020.

Plusieurs prétextes ont été utilisés ces derniers mois pour, de toute évidence, rééditer la tentative de coup d'État de novembre 2019 contre le chef d'État de l'époque, Evo Morales, lui aussi démocratiquement élu dans les urnes.

La célébration en 2024 du recensement de la population et du logement a été le prétexte utilisé par le gouverneur d'opposition de Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, pour générer de la violence et appeler à la grève. L'élite de Santa Cruz a exigé qu'il soit avancé d'un an, c'est-à-dire cette année.

Ces journées ont été marquées par des attaques contre les communautés, des pillages et des incendies d'organisations sociales, des actes de discrimination et des violations du droit au travail et de la liberté de mouvement des habitants de Santa Cruz.

Le gouvernement bolivien, toujours ouvert au dialogue, a mis en place des tables rondes techniques sur le recensement, mais comme il fallait s'y attendre, les représentants de Santa Cruz ont abandonné les discussions et l'échange de critères.

Fin décembre, Camacho a été arrêté pour sa participation au coup d'État contre Morales il y a trois ans, action qui a débouché sur la proclamation irrégulière de Jeannine Añez comme présidente du pays.

Il a été rapporté que Camacho a également bénéficié de la violence en plaçant plusieurs de ses proches collaborateurs à la tête de ministères dans le gouvernement issu du coup d'État.

Dans une nouvelle manœuvre, l'opposition a tenté de présenter la détention du gouverneur de Santa Cruz et principal dirigeant de la droite bolivienne comme un enlèvement.

Le président bolivien a appelé à préserver la paix et la stabilité dans la nation, et à éviter les actions anticonstitutionnelles comme les massacres de Senkata et Sacaba suite au coup d'État de novembre 2019. Ces massacres ont fait 37 morts, plus de mille blessés et des centaines d'innocents persécutés et emprisonnés.

Mais la droite ne cesse pas pour autant ses actions contre les gouvernements constitutionnels, contre la démocratie en Amérique latine. Et il est bon de ne pas perdre de vue sa longue histoire de participation et de soutien aux coups d'État et aux dictatures militaires.



Radio Habana Cuba